

## De Columbia à Gaza – Edward Saïd et la Palestine

Si l'on s'en remet au témoignage de son fils, Edward Saïd fut, sur son lit de mort, « submergé par l'émotion » à l'idée qu'il n'avait pas « fait assez pour les Palestiniens »<sup>1</sup>. Dans son caractère un peu convenu, cette formule exprime bien l'ambiguïté de la position de Saïd face à la Palestine, à l'enjeu palestinien : ceux-ci furent bien *sa cause*, la cause politique de sa vie, mais sur un mode quelque peu latéral, si l'on peut dire : il est, avant toute chose, un intellectuel « profondément américain », « internationalement reconnu, (...) titulaire d'un poste de professeur à Columbia, gage de sécurité institutionnelle », ce qui lui permet de « convertir ce capital symbolique sur la scène publique en prenant position pour des causes impopulaires aux États-Unis »<sup>2</sup>.

La cause palestinienne, donc. Mais comme cause adoptée par un intellectuel situé par excellence « entre » les mondes et les cultures, dans une position qui n'est ni tout à fait celle de l'*outsider* – Saïd est bien issu d'une famille palestinienne –, ni celle de l'*insider* – il n'a plus vécu en Palestine depuis qu'il l'a quittée enfant, il est plus à l'aise en anglais qu'en arabe et, de surcroît, issu d'un milieu favorisé et non musulman il a suivi un parcours d'exil et d'éducation on ne peut plus atypique pour un Palestinien, fût-il issu de la diaspora aisée. Son attachement à la Palestine comme cause ne s'est donc pas imposée à lui comme un destin, elle résulte d'un choix politique et *moral* avant tout – il aurait parfaitement pu se dévouer tout entier à son parcours d'excellence universitaire, aux États-Unis, y compris en qualité de père spirituel des études post-coloniales et subalternes et pas seulement en tant que rénovateur de sa discipline de prédilection, la littérature comparée – ceci en mettant dans sa poche la particularité de sa provenance *palestinienne*, avec son mouchoir par dessus...<sup>3</sup>

Cet engagement, même s'il prend essentiellement la forme d'une activité de publiciste (de journaliste dans le bon sens du terme) et non de militant, avec les articles qu'ils publie essentiellement dans des journaux arabes, *Al-Haram* et *Al-Hayat*, relayés parfois en Europe par des publications comme la *London Review of Books* et *Le Monde diplomatique*, est ce qui donne sa dimension explicitement politique à son travail critique engagé avec sa thèse sur Conrad et le livre *L'orientalisme*. Cette dimension est d'autant plus remarquable et elle tend à le distinguer d'autant plus nettement dans le milieu académique que la politique dont il est ici question est d'emblée placée sous le signe du litige et du conflit : en s'astreignant à publier régulièrement ces articles dans lesquels il restitue un point de vue palestinien indépendant sur le conflit en cours au Proche-Orient, dans un milieu où les positions pro-israéliennes sont hégémoniques de façon écrasante, Saïd s'expose constamment, comme figure intellectuelle et politique ; il met dans la balance non seulement son statut de chercheur, de théoricien et de penseur, d'enseignant, mais son honorabilité même et sa condition sociale – voire à ce propos la virulence des campagnes de

1 Tony Judt, préface à Edward Saïd : *D'Oslo à l'Irak*, Fayard 2005, traduit de l'américain par Paul Chemla.

2 Thomas Brisson, « Naissance d'un intellectuel », *Critique*, juin-juillet 2013, numéro consacré à Edward Saïd, p. 536.

3 Saïd rappelle lui-même que dans les années 1950, il était surtout « concentré sur l'anglais et la littérature comparée » (*Israël, Palestine – l'égalité ou rien* (La fabrique 1999), p. 31. Evoquant son départ de Palestine à l'âge de 12 ans, il écrit : « Je ne suis pas sûr d'avoir eu conscience [alors] d'appartenir à un peuple précis ». (*Ibid.*)

diffamation conduites aux États-Unis et ailleurs par le lobby sioniste et destinées, pour commencer, à obtenir qu'il soit viré de la prestigieuse université de Columbia<sup>4</sup>. Il y a non seulement un courage et une persévérance qu'il faut saluer dans la façon dont Said *prend en charge*, en son nom propre, la cause palestinienne ; mais il y a aussi quelque chose de kantien dans la manière dont il s'établit aux États-Unis et, plus généralement, face au public occidental, dans la position non pas de représentant mais de défenseur de la cause palestinienne entendue comme cause minoritaire voire honnie – ceci au nom de principes plutôt que selon des conditions d'appartenance personnelle à une communauté en particulier.

C'est certes en homme en colère, indigné par la sottise, la mauvaise foi et la bassesse des arguments employés par la coalition hégémonique à laquelle il s'affronte en un combat épuisant qu'il présente la position palestinienne et s'efforce de redresser les faits distordus par la propagande israélo-américaine ; mais c'est surtout en homme de devoir qu'on le voit constamment sur la brèche, en sujet autonome et rationnel de sa propre actualité historique – là où s'impose à lui (de son propre fait) le devoir inconditionnel de faire valoir le vrai et quoi qu'il puisse ou doive lui en coûter ; ceci à propos non pas, en général, du « conflit au Proche-Orient » (selon la formule consacrée par les chancelleries et les journaux), mais bien du *tort subi* par les Palestiniens, ce peuple-plèbe maltraité et décrié, depuis 1948<sup>5</sup>.

Et c'est ici que l'on rencontre le premier axe ou, si l'on veut, la première dimension stratégique de l'engagement de Said dans le conflit qui oppose les Palestiniens à leurs ennemis : dans ses articles, revient comme un motif lancinant la question suivante : comment se peut-il donc qu'alors que la *supériorité morale* de notre cause (son bien fondé) est évidente pour tout sujet rationnel, que ce soyons nous (Palestiniens) qui subissons un tort majeur et constant dans ce conflit depuis des décennies ? Que nous y soyons perpétuellement en position d'accusés, traités en coupables et en terroristes, contraints à nous justifier, à tenter vainement de faire entendre notre voix ?<sup>6</sup>

C'est, insiste Said, que, dans une dimension essentielle, si ce n'est première, ce conflit est *discursif*, enjeu de récits, de construction de fictions, de production d'un imaginaire mobilisateur. Le drame des Palestiniens se formule donc pour lui en ces termes : alors même que l'on ne saurait imaginer *plus juste cause que la leur*, ils échouent constamment à faire entendre au monde, et plus particulièrement à l'Occident, un récit du litige les opposant à leurs ennemis (le colonisateur israélien et ses soutiens indéfectibles en premier lieu, mais aussi bien la plupart des gouvernements arabes) qui soit susceptible d'emporter l'adhésion et de leur valoir une

---

4 « Diffamé parfois, et même menacé, au point que la police new-yorkaise lui proposa une protection (qu'il refusa), Said a en grande partie puisé sa capacité de résistance dans la reconnaissance sociale dont il bénéficiait grâce à son statut intellectuel et à son oeuvre » Thomas Brisson in *Critique*, op. cit., ibid.

5 Un cauchemar hante les écrits de Said sur la question palestinienne : celui d'une disparition ou d'un devenir résiduel, à l'instar des populations amérindiennes : « Il se pourrait évidemment que les Palestiniens soient définitivement 'amérindisés', mais l'évolution démographique autant que l'absurde arrogance de la classe politique israélienne ont de bonnes chances de faire qu'il en soit autrement » (*Israël, Palestine...* op. cit. p. 14 ). Plus loin, dans le même ouvrage, on relève des expressions comme « peuple orphelin », « peuple inférieur » (pour les médias occidentaux), peuple exposé au risque de « devenir pour toujours de malheureux perdants », « un peuple errant et dépouillé »... On voit bien ici qu'une question centrale est, pour Said, celle de l'intégrité menacée des Palestiniens en tant que peuple, bien davantage que celle de leur constitution en tant qu'État-nation.

6 « Israël s'en est toujours sorti en qualifiant la résistance palestinienne de terrorisme, et dans le domaine du vocabulaire, il a marqué là un point majeur » (*Israël, Palestine...*, op. cit. p. 23)

reconnaissance partagée du tort subi.

Ce que décrit ici Said est selon moi un cas exemplaire de situation dans laquelle un sujet plébéien échoue régulièrement à faire entendre ou enregistrer sa plainte contre ses oppresseurs et reconnaître les crimes commis à ses dépens. Difficile de dire si cet échec sans cesse répété tient en premier lieu au fait que la plainte serait mal formulée par ceux qui s'arrogent la responsabilité de l'articuler, confuse, inaudible, ou bien si c'est la mauvaise volonté ou la mauvaise foi de ceux auxquels elle est adressée qui est en cause. Toujours est-il que s'est durcie, au fil des décennies, depuis 1948, une relation entre les Palestiniens et le monde qui peut se subsumer indifféremment sous deux concepts ayant leurs titres de noblesse dans la philosophie française contemporaine (Said voyait la philosophie française de trop loin pour les mobiliser, mais il me semble que c'est bien de cela qu'il parle constamment, néanmoins) : *la mésentente et le différend*<sup>7</sup>.

*La mésentente* : on emploie les mêmes mots, mais on ne s'entend pas du tout sur leur sens : quand les Palestiniens parlent de la violence de l'exil, de la spoliation des terres, de l'occupation, des assassinats ciblés, de la colonisation de peuplement en Cisjordanie, des opérations punitives à répétition comme celle à laquelle nous avons assisté à Gaza au cours de l'été 2014, des crimes de guerre caractérisés qui les accompagnent, le parti hégémonique, en Israël, d'abord, et plus généralement en Occident et ailleurs, entend : riposte obligée aux attentats suicides, au terrorisme, au fanatisme religieux – bref, vous autres Palestiniens, vous êtes un peuple intrinsèquement violent et dont la violence, constamment, menace la sécurité d'Israël. Il est donc bien nécessaire que nous qui sommes les gardiens de la mémoire de l'extermination des Juifs fassions dans ces conditions de la sécurité d'Israël le premier de nos impératifs.

Ainsi, ce n'est pas que le sujet palestinien ne saurait pas parler ni formuler le tort subi, c'est plutôt que le litige qui l'oppose à ses ennemis et, par contamination, le sépare du « public » mondial placé sous hégémonie occidentale, s'étend aux mots et tend à rendre sa voix perpétuellement inaudible, à lui interdire de tenir une position reconnue comme légitime<sup>8</sup>.

*Le différend* : les choses peuvent se formuler simplement, en référence au livre de Lyotard : toutes les instances arbitrales devant lesquelles les Palestiniens tentent de faire valoir leurs droits et auxquelles reviendrait la tâche de reconnaître les crimes dont ils sont victimes se dérobent – ONU, nations puissantes et respectées, cours de Justice internationales, opinion publique internationale, grandes figures intellectuelles, etc. Au contraire, ce sont eux qui, aux yeux de ces instances, vont régulièrement faire figure d'accusés – vous vous plaignez, leur rétorque-t-on, de subir toutes sortes de violences et de dénis de Justice, mais sauriez-vous faire la preuve que ce n'est pas plutôt vous qui, constamment, êtes animés de l'intention criminelle d'anéantir cet État et cette communauté qui se définissent comme établis, selon la

---

7 Jacques Rancière : *La mésentente, philosophie et politique*, Galilée, 1995... ; Jean-François Lyotard : *Le différend*, Les Editions de Minuit, 1983.

8 C'est ainsi qu'un perroquet patenté de la propagande israélienne comme l'actuel ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius n'a, à l'occasion de sa visite à Jérusalem au début de l'offensive aérienne et terrestre contre Gaza et quand les civils tués se comptent déjà par dizaines, que « la sécurité d'Israël » à la bouche...

formule consacrée, dans les « frontières d'Auschwitz » ? Que vous n'êtes pas, avant tout, animés par un fanatisme antijuif? Or, un telle « preuve », à l'évidence, les Palestiniens sont, par définition, bien incapables de l'apporter – exactement de la même façon que n'importe lequel d'entre nous, sommé d'apporter la preuve formelle, s'il se prononce sur les bombardements criminels de Gaza ou le droit de Dieu donné à proférer ses âneries en public, qu'il n'opine pas en ce sens *sous l'effet d'un inavouable antisémitisme*, échouera infailliblement à « passer le test »...

Même s'il met en premier lieu l'accent sur les rapports de force discursifs, c'est-à-dire, trivialement, sur la façon dont la propagande israélienne exerce son emprise au-delà de toute mesure sur les opinions occidentales, notamment en Amérique, Said n'est pas étranger à une approche de type juridique comme l'est, pour une part au moins, celle de Lyotard<sup>9</sup>: la question telle qu'elle est posée dans ses articles, à propos des crises et affrontements périodiques qui surviennent au Proche-Orient est bien celle de savoir *comment la vérité peut imposer ses droits*, sa législation, à l'encontre du mensonge institutionnalisé et légitimé par la propagande des puissances hégémoniques. Le scandale, pour lui, est bien que la vérité à propos des efforts inlassables des gouvernants israéliens et de leurs soutiens pour rendre invivable l'existence des Palestiniens, pour faire d'eux un peuple de vaincus résignés à leur sort et soumis à leur maîtres, que cette vérité ne parvienne jamais à trouver *force de loi*; et qu'inversement le mensonge dans sa forme la plus destructrice, (celui qui transforme les faits les mieux établis en opinions – Arendt –, ou bien celui qui rend inconsistante l'opposition entre la vérité et le mensonge – Orwell), impose ses conditions aux récits faisant autorité dans le discours gouvernemental et médiatique en Occident, tout particulièrement aux États-Unis (qui apparaissent à Said, non sans motif, comme le centre vital de la fabrique de l'opinion, en la matière).

Cet état des choses, moralement insupportable pour une conscience éthique (protestante) aussi rigoureuse que celle de Said, mais aussi bien source de perplexité pour le rationaliste inflexible et très classique, oserai-je dire *très occidental*, qu'il est, va le conduire à mettre l'accent constamment, comme Chomsky, sur les appareils et les techniques de manipulation de l'opinion, de désinformation, sur l'activisme des lobbies, sur la mise en condition du public en Occident; bref, sur *l'idéologisation* perpétuelle du conflit dont l'effet, à rigoureusement parler dans les termes de Marx, est bien de produire une *image inversée* de la réalité sur le terrain: il ne s'agit pas seulement de « dissimuler l'incroyable disproportion » des forces des uns et des autres, mais toujours, au bout du compte, de faire non pas de la colonisation de la Palestine et des crimes commis par l'État d'Israël mais bien de la défense de l'État d'Israël, sanctuaire de la Shoah de l'immunité du peuple juif, l'enjeu central et au fond unique du conflit.

Il s'agit de métamorphoser les Palestiniens de colonisés (spoliés, occupés et violentés) en agresseurs, voire en envahisseurs. Il s'agit d'imposer l'autorité d'éléments de langage destinés à transfigurer un mur de séparation de six mètres de haut notoirement conçu pour pourrir la vie des habitants des territoires occupés en

---

<sup>9</sup> L'approche de la question du différend par Lyotard est également linguistique – les « régimes de phrases ».

« barrière de sécurité » conçue pour empêcher les intrusions des terroristes sur le territoire d'Israël. La sensibilité de Saïd à cet enjeu du pouvoir sur les mots, de la lutte acharnée que le parti hégémonique conduit pour faire valoir son propre règlement sur le partage du vrai et du faux dans les discours le rapproche ici distinctement de Foucault. Le drame des Palestiniens n'est pas tant pour lui qu'ils ne parviendraient pas à faire entendre leur voix que, plus précisément, à peser d'un poids décisif dans l'affrontement autour de la question de savoir comment les choses doivent être dites pour être conformes à la vérité, à propos du conflit israélo-palestinien<sup>10</sup>. Mais pour lui, le terme « drame » est ici un faux-nez : le déficit qui s'accuse constamment du côté palestinien ne repose pas sur une fatalité, il renvoie à des facteurs subjectifs, à des responsabilités distinctes – celles d'une direction – Arafat encore dans l'exercice solitaire de son pouvoir fantôme, dans le temps où Saïd écrit ses chroniques –, l'OLP, le Fatah mais aussi bien le Hamas et autres groupes composant la nébuleuse de la dite « Résistance » palestinienne, « incapable, dit-il, de parler à la fois du présent et de l'avenir avec une certaine hauteur de vue, en formulant un objectif cohérent et rassembleur » – velléitaire, corrompue, ignare, retorse, cultivant sans relâche ses divisions, etc<sup>11</sup>.

En insistant ici sur le facteur subjectif, sur la responsabilité qui incombe aux Palestiniens eux-mêmes (à leurs dirigeants en premier lieu) lorsque se manifeste leur incapacité à se tenir à la hauteur de leur propre cause, quand il s'agit de la présenter devant le tribunal de l'opinion mondialisée, Saïd se détourne des séductions du victimisme et de son sous-produit, le conspirationnisme ; la malignité de l'ennemi, sa puissance, ses appuis innombrables, les dérobades des gouvernements et du public démocratiques n'expliquent pas tout ; *nous*, Palestiniens, avons, solidairement, comme peuple et comme « parti » notre propre responsabilité dans notre échec répété à faire prévaloir la vérité et la justice dans le conflit qui nous oppose à nos ennemis<sup>12</sup>. C'est par ce biais du rappel constant du sujet historique palestinien aux conditions de l'autonomie *dans l'état même d'un rapport des forces infiniment défavorable* que Saïd va se situer en tant que narrateur du conflit non pas dans la position de l'expert savant et nécessairement distant, mais bien comme « part volontaire » de ce peuple même, partie prenante du *nous* palestinien.

On pourrait identifier ici comme un tour rhétorique, dans la mesure où, de fait, le statut social, la condition universitaire, les formes de vie de Saïd le situent à une distance infinie du réfugié du camp de Jénine ou de l'habitant de Hébron soumis à la violence fasciste quotidienne des colons, on pourrait voir, dans cet engagement,

---

10 « Les victoires du sionisme ne sont pas dues seulement à ce qu'ils avaient une meilleure armée que nous, mais à ce qu'ils ont su persuader l'opinion mondiale que la colonisation de la Palestine par les Juifs était une idée moralement positive » (*Israël, Palestine...* op. cit. p. 111).

11 Ici encore, la question des mots est décisive pour Saïd, destinés à décrire les formes du conflit et à assigner à chacun sa place. Il faut appeler un chat un chat et les bureaucrates de l'« Autorité palestinienne » des « collaborateurs » (op. cit. p. 55) – « La force politique d'Arafat, c'est le Fatah qui est désormais la force de maintien de l'ordre à travers les territoires (...) Arafat et sa bande sont désormais complètement aux mains des services secrets israéliens et américains » (ibid. p. 150). Depuis la mort d'Arafat, son remplacement par Mahmoud Abbas et la prise du pouvoir à Gaza, cette vocation de l'« Autorité palestinienne » et de ses multiples services de sécurité à exécuter les basses œuvres policières pour le compte de l'État d'Israël n'a fait que se confirmer et se renforcer.

12 « La seule chose que nous n'ayons pas essayée sérieusement, écrit-il, c'est de ne compter que sur nous-mêmes (...) Nous avons les dirigeants que nous méritons » (ibid., p.121).

l'intellectuel classique dans ses « bonnes oeuvres ». Mais, le geste que produit Said, en plaçant ses textes sur la Palestine sous condition de ce « nous », je le nommerais plutôt du côté de la fraternité : en s'incluant dans le « nous » qui le rapproche de tous ses (dis)semblables palestiniens, en se subjectivant comme ce Palestinien qu'il est à peine, qu'en tout cas il aurait pu, s'il l'avait voulu, ne pas être du tout (comme le font tant de migrants portés à « effacer les traces » au profit de leur parcours d'intégration et de réussite sociale), Said effectue un choix souverain placé sous le signe de la fraternité : celui qui consiste à épouser la cause la plus difficile, la plus minoritaire, la plus impopulaire dans le pays dont il est le citoyen effectif – les États-Unis; ceci dans un horizon éthique où le sujet place ses options sous le signe de la raison, de la justice et de la vérité.

On répétera à ce propos que Said, qui se dit partisan d'un « humanisme élargi », est un philosophe de la vieille école. Son rationalisme est comme porté en sautoir lorsqu'il oppose constamment, dans ses analyses des différentes étapes du conflit entre 2000 et 2004 (la période couverte par le recueil de textes publiés sous le titre *D'Oslo à l'Irak* et auquel je fais notamment référence ici), *la raison à l'émotion* : aussi susceptibles de nous porter à l'indignation et à la fureur les initiatives de l'État sioniste et de leurs alliés soient-elles, aussi biaisée et vicieuse la couverture médiatique du conflit apparaisse-t-elle aussi bien – nous devons néanmoins, en toutes ces circonstances, *raison garder* – c'est-à-dire suspendre les gestes et les mots portés par l'affect. Cette exhortation, Said se l'adresse visiblement tout autant à lui-même qu'il la destine à ses lecteurs palestiniens, arabes ou sympathisants de la cause palestinienne.

Voici par exemple un passage qui rassemble bien l'esprit de cette *autodiscipline rationaliste* : « Aujourd'hui, au regard de tous les critères concevables, nous sommes victimes de la violence ; ils [les sionistes] pensent que c'est eux. Il n'y a pas de terrain d'entente, pas de récit commun, aucun espace possible pour une vraie réconciliation. Nos revendications s'excluent l'une l'autre. L'idée de partager (involontairement, c'est vrai) une vie commune sur le même petit bout de terre est impensable. Les deux peuples ne pensent qu'à se séparer, voire à s'isoler et à oublier l'autre.

*Et pourtant* [je souligne – tout le volontariste rationaliste de Said tient dans ce « et pourtant »] (...) le seul espoir, c'est de continuer à essayer de s'appuyer sur la raison, et l'idée de coexistence entre les deux peuples sur une seule terre (...) Il faut ici parler et penser rationnellement sans trop se laisser détourner par l'émotion et par les passions du moment »<sup>13</sup>.

On voit bien ici que le rationalisme de Said, étant synonyme de retenue, n'est pas seulement une philosophie, il est aussi *une éthique et une politique*, intégralement. Il n'appelle pas seulement ses lecteurs, Palestiniens en premier lieu, à ne pas se laisser aller à des mouvements automatiques et mimétiques en réponse à la violence et l'oppression qu'ils subissent ; il trouve sa traduction directe en matière stratégique, tactique, doctrinale : contre les actions terroristes, contre la lutte armée contre

---

13 *D'Oslo à l'Irak*, op. cit. p. 45. Pour Said, cette ascèse rationaliste dessine un programme : refus des facilités du victimisme, rejet des surenchères rationalistes et effort pour se déplacer du côté de l'« autre », afin d'envisager le conflit de son point de vue. C'est la raison pour laquelle Said insiste sur la nécessité, pour les Palestiniens, de prendre en compte la Shoah et la spécificité de l'histoire des Juifs qui en découle, la raison pour laquelle il dénonce les manipulations négationnistes de l'Histoire.

l'occupant et les fauteurs d'apartheid, pour une résistance non-violente et civique inventive, obstinée, fondée sur une conscience aiguë de la « supériorité morale » de la cause palestinienne, une « grande lutte morale » ou bien encore « un combat moral de dimension épique », comme alternative, notamment, aux « actions terroristes inutiles »<sup>14</sup>.

Nous touchons ici un point clé, discernant sans trop de difficulté que, comme l'a montré Foucault à propos de l'humanisme, les grandes machines philosophiques molles, les concepts « montgolfière » de belle prestance et portées par le vent paient un lourd tribut lorsqu'on en vient aux conséquences politiques. En effet, une décennie plus tard et à la lumière des derniers affrontements, le conflit apparaît de moins en moins comme pouvant être subsumé sous les conditions de la bonne volonté, la patience et le sang-froid *en dépit de tout* – et de plus en plus comme placé sous le signe celui de la guerre à outrance, de l'hostilité déclarée et sans fin, de la violence massive et extrême incluant le crime contre l'humanité. Les préceptes pour l'action proposés par Saïd apparaissent très distinctement révoqués par le régime d'Histoire même sous lequel est placé le conflit – celui de la terreur, de l'État d'exception perpétuel et de la guerre inexpiable livrée par les Israéliens à un ennemi constamment destitué de son humanité.

Mais il se pourrait aussi bien que les choses ne soient pas aussi tranchées... Saïd est tout sauf l'un de ces *peaceniks* qui pullulent dans les parages du sionisme dit modéré et dans les rangs de ces pseudo-réalistes jamais lassés de nous répéter que les protagonistes du conflit étant « condamnés à s'entendre », il leur faut entrer dans la voie du compromis et des concessions réciproques – une objurgation fondée sur un double truquage : celui, d'une part, qui consiste à construire la fiction d'un conflit où les deux parties joueraient à parts égales, et celui, de l'autre, consistant à présenter comme une solution acceptable l'annexion d'une partie variable des territoires occupés par Israël depuis 1971, en contravention de la loi internationale. Sur ce point, Saïd est intraitable, dénonçant sans relâche le jeu pipé d'Oslo dès ses commencements et répétant sans relâche que le seul objet tangible des « négociations » israélo-palestiniennes est et demeure l'évacuation des territoires occupés et le démantèlement des colonies juives, toutes les colonies – bref, la fin de l'occupation coloniale en Cisjordanie (et, à l'époque, à Gaza – depuis lors, c'est le blocus qui a remplacé les colonies et l'occupation). Il appelle, ici encore, un chat un chat, Sharon un tueur et un criminel de guerre, il ne confond pas « un ennemi cruel et implacable » (les gouvernants successifs de l'État d'Israël) avec un imaginaire partenaire d'un imaginaire « processus de paix » – ceci à la différence notoire d'Arafat et sa clique qu'il appelle, sans détour à se démettre, au vu de leur bilan de faillite. Il définit sans ambages le conflit qui oppose les Palestiniens à l'État d'Israël et, pour une part, à la société israélienne comme relevant de la catégorie du *colonial* avant tout, il parle d'un apartheid pire que celui qu'a connu l'Afrique du sud – au moins,

---

14 Le moins que l'on puisse dire est que les références de cette lutte palestinienne définie comme étant en son fond morale et non pas militaire (*Israël, Palestine...* p. 107) sont assez floues et éclectiques : « Arafat n'a rien compris à la lutte non-violente contre l'impérialisme, rien appris de Gandhi et Martin Luther King, ni de la lutte armée des Algériens et des Vietnamiens » (ibid. p. 83). Ses positions ne sont pas claires sur ce point : partisan déclaré de la non-violence, il n'en convoque pas moins des mouvements armés de libération nationale en exemples...

remarque-t-il, les populations noires n'y subissaient-elles pas, dans les Bantoustans, les bombardements dévastateurs des chasseurs F16...<sup>15</sup>

La politique de Saïd va donc consister en premier lieu à redresser les énoncés non seulement de la propagande directe en faveur de la politique d'expansion et de conquête violente de la terre pratiquée par l'État d'Israël, mais aussi bien, du discours moyen et « correct », à propos du conflit en Palestine – ceci en dénonçant sans relâche la farce du « processus de paix » prétendument en cours, en dépit de tous les obstacles, sous la houlette des puissances occidentales modératrices, notamment les États-Unis...

Il n'y a pas de processus de paix, répète-t-il sans se lasser, il y a un conflit ouvert entre deux peuples, un conflit dont la terre, le territoire, est l'enjeu, un conflit autour de l'asservissement et de la dépossession des uns par les autres, un conflit violemment asymétrique, du fait de la disproportion des forces ; il y a aussi un conflit appelé à s'éterniser du fait non seulement de la compulsion de conquête qui est inscrite au cœur de l'État et qui formate tous ses dirigeants, mais tout autant de l'incapacité des Israéliens, dans leur immense majorité, à percevoir le tort qu'ils produisent.

De ce point de vue, le tableau que dresse Saïd est parfaitement réaliste et le moins que l'on puisse dire est que rien n'est venu le démentir au cours de dix ans révolus qui nous séparent de sa disparition prématurée : le conflit n'est pas fait de « malentendus » qu'il s'agit de lever, de gestes de bonne volonté et de petits pas qu'il s'agirait, symétriquement, que chaque partie accomplisse – il est fait du nœud gordien de l'occupation coloniale qu'il s'agit de trancher – de la même façon exactement qu'il n'y avait pas d'autre perspective à la résolution du conflit sud-africain que l'abolition de l'apartheid ou bien encore que l'indépendance des Algériens à la guerre opposant l'État colonial français au peuple algérien.

D'autre part, Saïd a parfaitement compris au fil du temps, et il le dit dès 2000, que la solution des deux États a fait long feu, le « logiciel » de la puissance expansionniste, cléricale et ethniciste qu'est l'État d'Israël excluant absolument toute véritable souveraineté palestinienne et ne pouvant être compatible qu'avec un État-croupion, un bantoustan palestinien supposant l'établissement définitif de sa population dans la condition d'un peuple fantôme et fantoche, d'une plèbe dispersée et vaincue. La seule solution, tranche-t-il donc, avec tous ceux qui ont rompu avec une approche opportuniste ou sentimentale du conflit, c'est un État des citoyens rassemblant juifs et arabes, fondé sur l'égalité politique et la justice (ayant donc pris en compte les litiges originaires, y compris la question des réfugiés).

Un telle solution supposerait pour le moins un bouleversement des fondements du seul État existant – Israël, celui-ci se définissant comme État national juif, État ouvert aux Juifs du monde entier, État confessionnel plutôt que laïc, et considérant ses ressortissants arabes comme des ilotes. Mais quand à la question de savoir jusqu'à

---

15 Sur ce point, la position de Saïd se clarifie et se radicalise au fil du temps. Alors que, dans les textes recueillis dans le premier volume, il insiste encore, en référence à la singularité de l'Holocauste (dans son vocabulaire), sur cette particularité qui distingue les Juifs en Palestine d'autres colons, en Afrique du sud ou ailleurs (« Que cela nous plaise ou non, les Juifs ne sont pas des colonialistes ordinaires »), qu'il récuse tout usage du boycott comme arme contre l'occupation israélienne, l'accent se déplace dans le second volume vers la condition coloniale des Palestiniens et est placé sur la dénonciation du régime d'apartheid institutionnel.



quel point cette mutation des structures de l'État et de la société d'Israël doit aller pour que cette solution soit viable, Said n'est pas tout à fait explicite sur ce point – *quid* du droit au retour des réfugiés, *quid* de ceux des Israéliens qui, imbus de préjugés ethniques, religieux et politiques, refuseraient d'accepter la règle de l'égalité de droits et de prérogatives de chacun avec chacun dans le cadre d'un État binational et, de plus en plus, multiethnique ? *Quid* face à un tel phénomène qui pour nous, Français, a un air de déjà-vu– les pieds noirs en Algérie et leur refus obstiné d'envisager une cohabitation avec les Algériens non issus de la colonisation sur un pied d'égalité?<sup>16</sup>

En tout cas, la qualification du conflit par Said, la manière dont il identifie ses fondements le séparent radicalement tout autant de la caste parasitaire qui prétend représenter le peuple palestinien, notamment de la dite Autorité palestinienne que des gouvernants des pays arabes qui, à défaut d'autre chose, se trouvent rassemblés autour de la constance avec laquelle elles abandonnent et trahissent la cause palestinienne. Mais sa fermeté et sa lucidité sur ces deux points (vérifiées par les dernières évolutions, Mahmoud Abbas se conduisant de plus en plus ouvertement en supplétif de l'État d'Israël à l'occasion notamment des « crises sécuritaires » qui mettent à l'épreuve sa « loyauté » à ses maîtres, aussi bien par la tournure prise par la politique intérieure égyptienne, l'un des motifs du renversement du gouvernement des Frères musulmans étant assurément leur trop bonnes dispositions à l'endroit du Hamas et de la population de Gaza...) dessinent-elles pour autant les linéaments d'une *politique* alternative à ces deux forfaitures ? Rien n'est moins sûr.

Dans sa préface au recueil *D'Oslo à l'Irak*, Tony Judt insiste sur le fait que Said était d'une part, « un adversaire constant de la violence politique sous toutes ses formes » et, d'autre part, sur l'idée qu'il s'activa constamment à conduire les Palestiniens et les autres Arabes à « reconnaître et accepter la réalité d'Israël et à entrer en relation avec

---

16 Le point crucial est ici celui de la reconnaissance. Comme le souligne Said, celle-ci ne peut être fondée que sur la réciprocité qui suppose l'égalité de statut de ceux qui sont impliqués dans ce processus : « La paix et le dialogue ne peuvent se concevoir qu'entre égaux (...) Je suis convaincu que la seule forme de paix acceptable entre Israël et la Palestine doit se fonder sur la notion de réciprocité » (Op. cit... p. 71 et 88). D'autre part, la reconnaissance ne saurait devenir un processus effectif et irréversible qu'à la condition d'inclure celle du tort commis et subi. Or, dans le cas présent, les parties ne sont pas à parts égales, les Palestiniens sont les « victimes des victimes » –, de victimes qu'ils n'ont pas persécutés. Or, la mise en œuvre d'un processus de reconnaissance fondé sur ces règles se heurte de plein fouet au rejet de celles-ci par les dirigeants de l'État d'Israël, de toutes étiquettes politiques et aussi, il faut bien le dire, aux dispositions d'une partie croissante de la population juive de ce pays, imbue de préjugés culturels, raciaux et suprémacistes. Dans ces conditions, le « compromis historique qui nous préserve en tant que peuple » dont se fait l'avocat Said est renvoyé aux calendes grecques. S'il est vrai que le territoire de l'ancienne Palestine est celui où « deux peuples ont désormais, que cela leur plaise ou non, des vies inextricablement liées », il l'est moins que jamais qu'une « approche des deux communautés qui les tienne pour égales en besoins et en droits » soit en passe de trouver les conditions de sa réalisation. Le type de « reconnaissance » au sommet qui a prévalu jusqu'alors n'est qu'un trompe l'oeil dans des conditions où moins que jamais la partie israélienne manifeste cette *bonne volonté* dont se réclame Said et dont il pense détecter l'existence du côté des « éléments démocratiques de la population d'Israël ». Or, cette bonne volonté manifeste est la condition absolue pour que s'établisse la confiance qui accompagne nécessairement un processus de reconnaissance effectif.

Sur ce point, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'approche « morale » du problème sur laquelle insiste Said nous laisse en rade face aux conditions du présent, dans un temps où ce ne sont pas seulement les « élites » politiques israéliennes qui agissent toujours plus brutalement dans leurs relations avec les Palestiniens, mais où aussi bien, c'est une partie croissante de la population de ce pays qui en appelle à des solutions « radicales » en matière de traitement du « problème palestinien ».

les Israéliens, notamment l'opposition israélienne »<sup>17</sup>. Mais ces deux préceptes ou principes n'apparaissent-ils pas, à l'épreuve des dix ans consécutifs à la préparation de ce recueil, passablement en porte-à-faux sur la situation, sans prise sur l'état présent du conflit et notamment sur ce qui en constitue le facteur d'envenimement constant – le blocus de Gaza et la poursuite de la colonisation militaire et de peuplement en Cisjordanie ? Et de quelle « opposition israélienne » peut-on parler au juste aujourd'hui, dont la voix serait audible dans le présent politique de ce pays ?

Une chose est assurément de lever l'hypothèque pesant sur une stratégie fondée essentiellement sur la lutte armée et entretenant l'illusion d'une solution militaire au conflit, incluant des actions d'éclat comme des attentats visant la population civile israélienne, des assassinats de personnalités politiques (à l'image de tous ceux qui, dans le passé et le présent portent la marque de fabrique des services spécialisés israéliens), des détournements d'avions, des prises d'otages sanglantes, etc. Une toute autre chose est de renoncer à toute espèce d'action armée, en toutes circonstances, face aux actions répressives et conquérantes de l'armée israélienne, de la police et des colons.

Comme l'ont montré les deux Intifadas, arrive un moment où les conditions imposées par le harcèlement militaire et policier, les arrestations, les couvre-feu, l'impossibilité de circuler, les pénuries, le vol des terres, les exactions des colons (etc.) deviennent à ce point insupportables que la résistance franchit un cran, les armes sortent des caches, et, sans que les pierres cessent de voler, les fusils-mitrailleurs entrent dans la danse. Il serait puéril d'imaginer que, dans ces conditions, ce soient les dirigeants discrédités de l'Autorité palestinienne qui lancent leurs divisions dans la bataille comme le ferait un état-major militaire. C'est, en premier lieu, une population qui, toute éprouvée qu'elle est par des décennies de luttes conduites dans les conditions les plus défavorables, par l'accumulation des défaites et des pertes, manifeste, par ces prises d'armes avec les moyens du bord, que son ressort résistant n'est pas brisé, que son endurance persiste et, surtout, qu'elle n'est pas entrée dans la peau du peuple vaincu<sup>18</sup>.

On peut arguer du fait que les deux Intifadas n'ont pas débouché, pour les Palestiniens, sur les avancées tangibles, qu'au contraire, leur coût humain a été accablant – mais ce n'est là qu'une partie de l'histoire : en termes de subjectivité historique, ces deux prises d'armes dessinent envers et contre tout une ligne de force : elles inscrivent la trace d'une abnégation collective, d'un ressort inépuisable, de l'aptitude d'un peuple à dire non à sa transformation en population subalterne administrée par ses maîtres. Ce tracé est exemplaire, et c'est la raison pour laquelle, comme le souligne Said, la lutte des Palestiniens suscite tant d'animosité parmi ceux

---

17 Op. cit. p. 11.

18 Sur ce point, Said a raison de souligner que la brutalisation (G Mosse) continue de la politique de l'État d'Israël à l'égard des Palestiniens, notamment dans les Territoires occupés, est fondée sur la parfaite continuité entre la politique des uns et des autres, des travaillistes et du Likoud, dans un temps où les deux branches du sionisme historique ont, idéologiquement, fusionné et se rejoignent sur le même objectif stratégique – non pas « faire la paix » avec les Palestiniens, mais bien les réduire à la condition de peuple résiduel et de population subalterne administrée sur un mode néo-colonial (*Israël, Palestine*, op. cit., p. 91 : « On ne soulignera jamais assez que la politique de Netanyahou n'est que la version brutale de ce qui a toujours été implicite et parfois très explicite, dans la politique du parti travailliste envers les Palestiniens »).

qui aspirent à gouverner les peuples comme on conduit les troupeaux – ainsi que les Américains s'y sont essayés avec le succès que l'on sait en Irak et en Afghanistan. Ce qui fait cruellement défaut pendant dans les réflexions de Said sur les conditions politiques dans lesquelles les Palestiniens affrontent un ennemi surpuissant, c'est la problématisation du passage du syntagme de « révolution palestinienne », tel qu'il faisait autorité pour la gauche radicale du monde entier dans les années 1970 (et dont des œuvres comme celles de Genet, Godard et Deleuze enregistrent la trace) à celui d'une notion comme celle d'un peuple *en état résistance infinie* qui me semble caractériser sa condition dans notre époque, différente à tous égards de celle où les fedayin harcelaient jour après jour la force armée d'Israël.

Said n'en saisit pas moins le caractère crucial de l'enjeu « peuple » concernant les Palestiniens : tant qu'ils persistent à être un peuple, à s'éprouver comme tel, à s'exposer à la violence extrême de l'ennemi plutôt qu'accepter la condition d'indigènes en abandonnant toute dignité, leur intégrité peut être mise à mal, ils se situent aux antipodes de cette condition immunitaire relative et variable qui est devenue, dans les démocraties tempérées, notre bien le plus précieux ; mais, paradoxalement, une telle mise en danger perpétuelle de leur existence même, du fondement biologique de cette existence commune, est ce qui leur permet de maintenir ce que nous pourrions appeler le principe politique d'une existence propre – comme *peuple*, précisément. Mais alors, il faut bien admettre que, face aux conditions qui s'imposent à ce peuple, et qui sont, répétons-le, littéralement et de façon froidement concertée, destinées à l'épuiser et le réduire aux conditions d'une existence végétative, en deçà de toute capacité de résistance, à lui faire éprouver à chaque instant la précarité de son existence et le mépris que l'occupant éprouve pour lui – un tel peuple ne peut mener la lutte pour se maintenir comme tel sans affronter, périodiquement ou ponctuellement le risque d'une pleine exposition à la violence de l'ennemi – c'est ce que l'on pourrait appeler le « paradigme de Gaza ». Cette dimension du problème palestinien fait cruellement défaut dans l'approche tant soit peu candide qu'en propose Said.

La question de « la violence », critère infiniment vague et dont on sait l'usage stratégique qu'en font les violents institutionnels et légitimés, ne saurait donc être posée comme discriminante ; l'exclusion de « la violence », mot-valise par excellence, ne peut être établie comme un principe sacré destiné à fonder une politique palestinienne dont le débouché ne serait pas l'un de ces compromis corrompus destinés à profiter à la seule bureaucratie fantoche et parasitaire de l'Autorité palestinienne, mais bien la destruction du ressort de l'occupation et de l'exploitation coloniale.

Said a parfaitement raison d'insister sur le fait que l'une des tâches premières que devrait prendre en charge une direction palestinienne digne de ce nom serait de conduire auprès des opinions du monde entier et tout particulièrement dans les métropoles occidentales la bataille pour briser l'ascendant que ne cesse d'exercer sur le public la vision sioniste du monde destinée à légitimer cette exception permanente que constitue la suite des faits accomplis imposés par l'État d'Israël au mépris de la loi internationale et des droits humains – cet innommable « droit d'exception »

accordé sans limite à cette puissance cumulant toutes les exemptions par ce qui, pour rire sans doute, se dénomme « communauté internationale »...

Mais poser cette « bataille morale » pour la vérité, cette prise en charge des enjeux discursifs du conflit comme alternative à « la violence », c'est-à-dire à la pure et simple logique selon laquelle, dans certaines circonstances, le recours aux armes s'impose, est absurde et davantage encore ; cela contribue en effet à construire une fiction du conflit propre à désarmer la partie la plus faible. Or, comme le remarque Said, un problème majeur de la société palestinienne est qu'elle est « atteinte d'une maladie si grave que la plupart d'entre nous ont perdu la capacité de distinguer la réalité de la fiction »<sup>19</sup>. C'est pour cette raison, précisément que les choses doivent être énoncées, à propos de l'état du conflit, dans leur brutalité crue et les fleurs de rhétorique (« processus de paix »...) bannies. C'est la raison pour laquelle la *violence du conflit* et ce qui en découle en termes de stratégie politique ne doit jamais être masqué au profit de la petite musique optimiste, volontariste et moralisante de rigueur et des rituelles exhortations adressées aux protagonistes de l'affrontement à « se montrer enfin raisonnables »<sup>20</sup>.

A Gaza, l'armement des groupes islamiques et les tirs de roquettes à valeur symbolique avant tout sont le pendant du blocus dont la vocation est de figer ce territoire dans la condition d'un camp à ciel ouvert, la condition de ceux qui y sont confinés oscillant selon les circonstances entre mort lente et mort violente. Lors de la dernière crise, l'enchaînement des facteurs ayant conduit à l'affrontement armé qui a coûté la vie à plus de deux mille Palestiniens (à l'heure où j'écris) et quelques dizaines d'Israéliens (militaires pour la plupart) est tout à fait distinct – quand bien même il a été occulté avec constance par les médias des pays occidentaux : l'Autorité palestinienne, en butte au mépris souverain dans laquelle la tient le gouvernement Netanyahu, relance timidement sa seule carte – les démarches en vue d'accroître sa reconnaissance internationale ; le gouvernement israélien annonce aussitôt en représailles la construction d'un plan de plus de 600 logements destinés aux colons en Cisjordanie occupée, une provocation délibérée indiquant une nouvelle fois clairement qu'il n'acceptera jamais l'existence au côté de l'État d'Israël de quelque entité palestinienne souveraine que ce soit ; fureur de la population palestinienne dans les territoires occupés, enlèvement des trois jeunes colons sur une de ces routes stratégiques réservées aux Israéliens et qui lacèrent la Cisjordanie ; raids et arrestations massives pratiqués par les commandos de l'armée israélienne dans les villes, villages et camps de la Palestine occupée, premiers morts. Assassinat d'un jeune Palestinien, brûlé vif par de jeunes colons, campagne des tirs de roquettes en direction du territoire israélien depuis la bande de Gaza... etc.

Cet enchaînement implacable montre bien que quand les armes commencent à

---

19 *Israël, Palestine*, op. cit., p. 79.

20 Lorsqu'on en appelle à la bonne volonté des acteurs du conflit, on leur prête de ce fait même la capacité à agir comme des sujets rationnels et on leur suppose une disposition pour le bien. Ce qui veut dire, dans le cas présent, qu'ils seraient dotés d'une capacité innée à comprendre, à un moment ou un autre, qu'une paix durable (un accord juste entre ceux qu'aujourd'hui tout oppose) vaut mieux qu'une guerre perpétuelle. Mais c'est cela même qu'il faudrait démontrer, plutôt que le supposer comme acquis. A l'évidence, les dirigeants actuels de l'État d'Israël sont plutôt sous l'emprise de machines de puissance et inscrits dans un horizon de mort (le propre de cette sorte de fascisme qu'ils incarnent) que sous celle de ces « bonnes dispositions », même inhibées.

« parler », comme on dit, dans cette configuration, c'est avant tout l'*état des choses* qui remonte à la surface, la logique et le niveau d'intensité du conflit qui se rendent visibles, bien davantage que des clans ou des partis bellicistes qui prennent provisoirement le dessus dans les camps en présence<sup>21</sup>.

On peut être parfaitement convaincu que la solution au conflit ne saurait être que politique, qu'elle implique un grand nombre de facteurs incluant des évolutions dans les rapports de forces internationaux, des mutations dans la société israélienne, non moins que dans les pays arabes de la région et, sans pour autant reculer d'un pouce sur ce point : quand des Palestiniens prennent les armes, c'est qu'ils se défendent et nul, ici ou ailleurs, n'est fondé à leur en faire grief. Quand des groupes dont les références idéologiques nous sont tout à fait étrangères comme le Hamas ou le Hezbollah libanais tiennent la dragée haute à l'armée israélienne (et que les puissances occidentales labellisent, pour cette raison même, comme « groupes terroristes »), c'est, dans une perspective historique dynamique, une bonne plutôt qu'une mauvaise chose (pour le dire en idiome maoïste), car cela brise le mythe d'invincibilité de cette armée portée à bout de bras par les États-Unis ; cela montre qu'en dépit de la disproportion des forces le champ de l'affrontement demeure ouvert et qu'ainsi, en dépit de tout, la transformation des Palestiniens en animaux domestiques du maître sioniste n'a pas eu lieu ; cela établit que la vocation de l'État d'Israël à être le gendarme du Proche-Orient n'est pas fixée pour l'éternité et comme par décret divin.

Sur ce point, il faut le dire, le rationalisme pacifiste et humaniste ainsi que l'axiologie démocratique qui inspirent, en partie au moins, les positions de Said sur le conflit entre les Palestiniens et l'État sioniste sont distinctement en porte-à-faux sur la situation présente.

Les activistes du Hamas et du Djihad islamique ne sont assurément pas des héritiers des Lumières européennes, mais ce sont eux qui combattent en première ligne et avec bravoure, en l'absence désormais criante de ces groupes marxistes révolutionnaires palestiniens avec lesquels nous pouvions avoir, dans les années 1970 ou 1980, un langage commun.

Trois brèves remarques en conclusion.

On a assisté, à l'occasion de l'affrontement des derniers mois autour de Gaza à l'érosion marquée et salutaire de ce récit insupportable qui vise à annexer les formes présentes du conflit (et donc le tort perpétuellement réactivé subi par les Palestiniens) à la mémoire de la Shoah et au souvenir tétanisant des effets de l'antisémitisme au XX<sup>e</sup> siècle. La ficelle consistant à agiter le spectre de l'antisémitisme renaissant, à faire monter en première ligne le soldat Dieudonné pour renvoyer dans l'ombre les méfaits de Netanyahou et de sa clique apparaît de plus en plus usée – je pense ici,

---

21 Said fait à propos du Hamas (encore et toujours étiqueté comme organisation « terroriste » par le gouvernement français à la botte sur ce point comme sur tant d'autres, de Washington et Jérusalem), cette utile mise au point dont le temps qui passe n'atténue en rien la pertinence : « Quels que soient les sentiments que les méthodes du Hamas inspirent à des gens comme moi, attachés à la laïcité, il n'en demeure pas moins qu'il représente aux yeux d'un bon nombre de Palestiniens une révolte courageuse face à l'humiliation » (*Israël, Palestine*, op. cit. p 46).

entre autres à une tribune pathétique et comme sortie de la naphthaline publiée Robert Badinter dans *Le Monde*, papier dans lequel cet homme épris de justice, comme chacun sait (mais auquel s'applique, mot pour mot le jugement porté par Saïd sur Isaiah Berlin<sup>22</sup>), mobilisait, comme en pilotage automatique, les souvenirs de sa jeunesse marquée par les persécutions antisémites...<sup>23</sup> Nous sommes entrés dans ce temps où ce type de court-circuit idéologique et d'écran de fumée ne font plus guère illusion, où le signifiant juif en tant que nom de *la* victime, ne parvient plus à masquer les exactions d'un État surarmé et promoteur de son propre droit égal, purement et simplement, à ce que sa puissance et ses protections lui permettent.

Nous sommes (enfin) entrés dans ce temps où il nous est possible de répliquer tranquillement aux intellectuels en uniforme de Tsahal que pour nous, les Netanyahu, les Liberman, les Sharon sont avant tout *des fascistes*, des fascistes d'État dont le rapport à la tradition juive nous apparaît tout aussi nébuleux qu'est distincte leur place dans la généalogie du sionisme conquérant et prédateur. Comme le relevait un observateur sagace dans le contexte du dernier conflit, il faut vraiment être un antisémite acharné pour voir en ces criminels de guerre-là des « représentants » à un titre quelconque du « peuple juif » ! Il ne serait pas mauvais que nous prenions l'habitude de nous dire, au rebours d'un certain pli du « devoir de mémoire » qui nous a été inculqué au cours des dernières décennies, que ces gens-là, ces fascistes-là, ne sont pas plus particulièrement des Juifs que ne l'est le prédateur sexuel DSK dans ses œuvres. Associer l'addiction sexuelle de DSK à sa condition juive serait bien évidemment l'opération idéologique et raciste par excellence et personne, d'ailleurs, ne s'y est risqué, à haute voix du moins. C'est exactement sur la même pente que nous devons apprendre à dire : un criminel de guerre est avant tout un criminel de guerre, un fasciste un fasciste, Netanyahu, son cabinet et ses généraux des criminels de guerre – et qu'on en finisse avec l'instrumentalisation scandaleuse du signifiant juif au service de la plus indéfendable des causes.

Dans le même sens, on a distinctement vu surgir, en France, au mois de juillet et d'août, un enjeu plébéien en relation directe avec la guerre à Gaza. La scandaleuse interdiction des premières manifestations convoquées notamment par des mouvements de solidarité avec les Palestiniens et des collectifs issus de l'immigration a suscité l'apparition d'un *moment politique* du fait du refus d'une grande partie de ceux qui se mobilisaient alors (et qui, pour bon nombre d'entre eux, étaient issus de l'immigration, portés à ce titre à afficher leur solidarité avec les Palestiniens), de passer sous les fourches caudines de l'injonction gouvernementale : les heurts et les arrestations qui ont succédé, puis les condamnations exorbitantes en comparution immédiate ont eu une valeur d'exposition irremplaçable de l'inavouable solidarité du gouvernement socialiste français avec les fascistes qui président aux destinées de l'État d'Israël. C'est donc cette plèbe aux visages multiples qui, en ne se laissant pas

---

22 « Berlin était un libéral, un homme loyal, sensible, modéré et civilisé, sauf quand il était question d'Israël ? Sur ce sujet, il agissait avec ce zèle fanatique qu'il déplorait chez les fanatiques de droite et de gauche. Berlin était un 'intellectuel organique' pour Israël, si impliqué dans les intérêts de cet État que son soutien l'amenait à ignorer l'injustice » (*Israël, Palestine*, op. cit. p. 117).

23 *Le Monde* du 25/07/2014, « L'antisémitisme contre la République ».

intimider, en faisant en sorte que l'intensité des enjeux noués à Gaza se traduise dans nos rues et dans notre présent, *a suscité en plein été le moment politique palestinien* sur le mode ouvertement conflictuel qu'appelait l'alignement de l'autorité française sur ses comparses israéliens. Et ceci pendant que les organisations « responsables » battaient en retraite, attendant poliment la permission de défiler comme des écoliers, sous double service d'ordre, entre Denfert et *Invalides* – le lieu idéal pour manifester en faveur des Palestiniens.

Cette scène rapidement zappée mérite cependant un arrêt sur image : on y voit bien qu'en telles circonstances, où se manifeste au delà de toute mesure le trait réactionnaire insupportable de la politique de nos gouvernants, c'est *la plèbe* et non pas le peuple encarté qui se tient à la hauteur de l'événement et présente l'intolérable, en descendant dans la rue, quoi qu'il doive en coûter. C'est cette plèbe variable dont les apparatchiks de la politique institutionnelle, y compris de la gauche de gauche, ne cessent de nous répéter qu'elle s'agite spasmodiquement et *ne fait pas de politique*, c'est elle qui suscite l'événement politique éphémère grâce auquel la forfaiture de notre gouvernement ne passe pas comme une lettre à la poste. Cette plèbe donc, qui certes *ne fait pas de la politique* au sens où l'entendent ces Messieurs-Dames, mais qui, dans ce moment où il importe que soit montrée la façon dont chacun choisit son camp *fait la politique*, je veux dire expose l'enjeu politique du moment.

Sur ce point aussi, notre sensibilité plébéienne à la cause palestinienne, peuple-plèbe par excellence, je le répète, nous éloigne de Saïd, patricien intellectuel notoire, et dont les incantations contre la violence et pour la conquête de la position de supériorité morale sont à rapporter à cette condition. Si nous pouvons nous identifier sans arrière-pensées ni réticences à la cause palestinienne, c'est que les Palestiniens, en raison de circonstances historiques défavorables, ne sont pas devenus un peuple de l'État, ce qui peut être entendu dans un tout autre sens que le privatif *peuple sans État*. Autant les Israéliens sont une poussière d'humanité saisie par l'État, formatée et embarquée par la violence structurelle de l'État colonial et les dynamiques fascistes de l'État-bunker entretenu par le bloc hégémonique occidental au cœur du monde arabo-musulman, autant les Palestiniens demeurent ce peuple dont la grandeur est d'avoir accédé à la conscience aiguë de son irremplaçable singularité dans le cours sans fin de sa résistance à la violence de l'État acharné à sa destruction. C'est cette singularité qui tient les Palestiniens à l'écart du cours d'une histoire marquée par la fusion des nationalismes de rattrapage avec la construction à bride abattue de l'État autoritaire dévorateur ses propres enfants (son peuple) qui fait de leur lutte un emblème dans le présent et qui a ceci pour effet : s'identifier à la cause palestinienne signifie toujours *davantage*, dans le présent, que s'engager en faveur d'une fraction d'humanité *en particulier* et moins encore d'un nationalisme parmi d'autres. Ce que Saïd désignait comme l'exception palestinienne parmi les peuples coloniaux du XX<sup>e</sup> siècle, et qui a détourné les Palestiniens du chemin des indépendances bâclées, c'est cela même qui a pour effet que ceux qui, comme le disait Foucault, sont *sensibles à l'intolérable* peuvent, tout naturellement, sortir dans la rue sous le drapeau palestinien et s'éprouver « palestiniens » face à la violence coloniale comme d'autres, s'éprouvaient « espagnols », dans les années 1930, face à une autre violence fasciste,

et s'engageaient en conséquence.